MAI 2010

LES CONTRE-POUVOIRS

UNE QUESTION DE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

LES ÉDITIONS RUPTURES

DISTRIBUÉ AU QUÉBEC PAR

L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'Union communiste libertaire (UCL) a été fondée en novembre 2008. La nouvelle organisation révolutionnaire prend la relève de l'Union régionale de la NEFAC au Québec.

L'UCL est une organisation de militants et militantes provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Au plan théorique, l'UCL s'identifie aux principes communistes libertaires et s'appuie sur les bases théoriques de cette tradition particulière. Au plan tactique, nous préconisons l'implication dans les luttes sociales dans une perspective de radicalisation des mouvements sociaux et de construction de contre-pouvoir.

Cause Commune, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militants et militantes isolées, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort six fois par année et est diffusé gratuitement à 4 000 exemplaires.

L'UCL organise des tournées de conférences et d'autres événements publics, développe des campagnes socio-politiques, produit du matériel d'information-sensibilisation comme des livres ou des brochures et s'implique dans les luttes sociales.

les **Collectifs** locaux

Collectif Local de Montreal

courriel: ucl.montreal@causecommune.net
blogue: nefacmtl.blogspot.com

Le collectif local de Montréal assure la permanence tous les vendredi de 16h à 20h à la Librairie l'Insoumise, 2033 St-Laurent .

Collectif anarchiste La Nuit (Québec)

courriel: ucl.quebec@causecommune.net
blogue: voixdefaits.blogspot.com

Le collectif local de Québec anime une émission de radio tous les mercredi a 20h, sur les ondes de CKIA au 88,3 FM

Collectif Emma Goldman (Saguenay)

courriel: ucl.saguenay@causecommune.net
blogue: ucl-saguenay.blogspot.com

Pour rejoindre nos membres et sympathisants dans une autre localité: Sherbrooke, St-Jérôme, Trois-Rivières et Drummondville, ou pour toute autre information, n'hésitez pas a contacter notre secrétariat.

Coordonnées de l'UCL
www.causecommune.net
ucl@causecommune.net

CONTRE-POUVOIRS

Avant propos

La question de la meilleure stratégie révolutionnaire à adopter fait encore débat au sein de la gauche libertaire, y compris au sein de notre propre organisation. Pour enrichir le débat, nous présentons aujourd'hui deux textes abordant la question des contre-pouvoirs dans une perspective de transformation sociale radicale. Sans être nécessairement d'accord avec tout ce qui y est dit, ils nous semble que ces textes ont l'intérêt de poser des questions intéressantes pour tout ceux et toutes celles qui veulent encore changer le monde.

Québec, mai 2009

==========

AUTOUR DE L'IDÉE DE CONTRE-POUVOIR

Le concept de " contre-pouvoir " a une place prépondérante dans la stratégie révolutionnaire anarchiste. En effet, cette notion permet d'envisager à la fois le développement d'une force capable de remettre en cause l'hégémonie bourgeoise et le passage à une société fondée sur des principes libertaires. Mais paradoxalement, le terme lui-même est peu employé et mal défini dans la littérature anarchiste francophone. Pourtant, une réflexion sur les contre-pouvoir est loin d'être inutile, ne serait-ce que pour préciser davantage les contours des mouvements de résistance que nous cherchons à développer.

Première considération :
l'épineuse question du pouvoir

Pas besoin d'avoir un doctorat en poche pour se rendre compte que le pouvoir est distribué de façon inégale dans notre société. Nous vivons dans un monde hiérarchisé, où les divisions de classe s'ajoutent à celles de sexe, de couleur, de langue, de religion, etc. Cette hiérarchisation permet à certains groupes d'exercer un pouvoir sur d'autres en toute légalité. La domination transcende les différentes facettes de la vie. On la retrouve aussi bien au niveau politique, économique, social ou culturel. C'est pourquoi on peut comparer le phénomène de la domination à un système d'oppressions multiples permettant la reproduction du capitalisme et, par extension, du pouvoir de la bourgeoisie.

La domination a des répercussions non négligeables sur celles et ceux qui la

Ceci passe par des transformations qui contribuent à avancer vers une révolution ultérieure.

Quelle est alors la ligne de partage, la ligne de frontière entre lutte révolutionnaire d'aujourd'hui et réformisme, si la première appuie des réformes radicales ?

Pour les réformistes, le combat politique vise à des réformes mises en place dans le cadre de la délégation de pouvoir, par l'action gestionnaire des partis placés à la tête des institutions en place. C'est ce qu'on pourrait nommer le " réformisme politique ".

Pour les révolutionnaires, le combat est politico-social et il vise à des transformations et à des réformes imposées par les citoyens, les travailleurs et les jeunes eux-mêmes, et dans tous les cas discutées démocratiquement, élaborées avec eux, décidées démocratiquement.

Pour les réformistes, les réformes se situent dans une stratégie d'amélioration graduelle du capitalisme, sans remise en cause radicale de celui-ci. C'est le réformisme, qu'il soit politique ou syndical, ou encore associatif. Pour les révolutionnaires, la dynamique de lutte pour des transformations et des réformes radicales vise à mettre en place dans la société des pratiques contraires au capitalisme, en vue de préparer une rupture révolutionnaire ultérieure. Agir tout de suite pour transformer la société est la meilleure garantie pour que renaisse un projet révolutionnaire.

(IIe congrès d'Alternative libertaire - Montreuil, avril 1993)

- Combattre les institutions actuelles en proposant de profondes transformations démocratiques, fédéralistes, autogestionnaires.

La logique de contre-pouvoir implique qu'on ne quitte jamais une position de lutte intransigeante, que l'on agisse depuis des espaces d'auto-organisation, autonomes par rapport aux institutions en place.

La logique de conquête conduit à se battre pour imposer des modifications concrètes et structurelles : dans le droit, dans l'organisation du travail, dans les institutions. Modifications qui seront autant de points d'appui pour que s'exercent en permanence et concrètement le contre-pouvoir des citoyens dans la cité, des travailleurs dans l'entreprise, des jeunes et des salariés dans l'Éducation.

Contre-pouvoir et révolution

Nous ne croyons pas que toute la société puisse être transformée graduellement depuis des positions de contre-pouvoir. Ce qui est en jeu c'est une dynamique, c'est la création d'une situation politico-sociale nouvelle où la société serait traversée par une profonde opposition : d'un côté des pratiques sociales permanentes (des luttes mais aussi des formes de solidarité, de vie, des pratiques démocratiques, des secteur alternatif, des institution démocratiques, associant et fédérant de larges pans de la population). Et d'un autre côté, apparaissent comme un frein au développement de ces pratiques positives, comme un carcan à faire éclater, les structures capitalistes et étatiques. Les formes de contre-pouvoir se fédérant, on passerait alors à un contre-pouvoir général, avec sa propre logique, ses valeurs, son institution, ses secteurs de contre-société. Une situation de " double pouvoir " ouvrant la voie à une rupture révolutionnaire, rendue crédible et possible grâce aux réalisations autogestionnaires et aux acquis accumulés par les luttes.

Luttes révolutionnaires, luttes réformistes

Etre révolutionnaire aujourd'hui ce n'est donc pas fuir les réalités mais les confronter tout de suite à l'utopie autogestionnaire, pour proposer immédiatement des transformations possibles, crédibles et en même temps subversives parce qu'inspirées par cette utopie. Et puis c'est se plonger dans les luttes sociales, et compter parmi leurs animateurs, pour les infléchir, en respectant leurs rythmes et avec le plus grand nombre, vers la radicalisé et l'autogestion.

subissent, et pour cause : elle arrive justement à se maintenir en forgeant l'hégémonie idéologique de certaines valeurs au sein de notre société. Ces valeurs permettent justement de légitimer l'exercice inégal du pouvoir en fonction des hiérarchies préalablement établies. Prenons par exemple le préjugé tenace voulant que nous ayons besoin de dirigeants pour maintenir un semblant d'ordre et d'efficacité dans toute forme d'organisation sociale. Il n'y a aucun fondement naturel à cet état de fait, mais l'aboutissement de la domination exercée depuis des siècles par les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce phénomène, y compris chez celles et ceux qui prennent la décision de combattre l'injustice d'une façon ou d'une autre. Bien des mouvements qui prétendent vouloir changer le cours normal des choses reproduisent les relations de pouvoir qui servent de fondement à la domination bourgeoise. Que leurs visées soient plus ou moins radicales ne change rien à la façon dont ils conçoivent la question du pouvoir.

Bien que générales, ces quelques remarques nous permettent tout de même de mieux comprendre l'une des principales lignes de démarcation entre les courants communistes libertaires et autoritaires : la question de la " prise du pouvoir ". Il suffit de jeter un coup d'oeil du côté des diverses organisations qui se réclament encore du léninisme pour se rendre compte que leur vision de la révolution ressemble encore à un vulgaire coup d'État. Pire encore, de nombreuses organisations s'en tiennent à présenter une stratégie électoraliste visant à prendre les rênes de l'État en gagnant des élections organisées par les institutions bourgeoises. Dans les deux cas, l'idée-maîtresse reste la même : le pouvoir peut être arraché des mains de la bourgeoisie "par en haut", c'est à dire en prenant le pouvoir politique. Les anarchistes (et les autres courants socialistes anti-autoritaires) pensent au contraire qu'une révolution " politique " permettra effectivement de changer la tête de l'État, mais elle n'abolira pas les relations de pouvoir inégalitaires qui transcendent la société, précisément parce que les moyens employés pour y parvenir sont à l'image des formes prises par la domination. Or, l'objectif révolutionnaire que les libertaires se donnent, c'est précisément l'abolition de ces rapports, sans temps d'arrêt. C'est ce qu'il faut comprendre lorsque les anarchistes insistent pour parler de révolution " sociale " : au lieu d'une révolution strictement " politique ". Nous souhaitons participer à la transformation de la société par "en bas", aux côtés des oppriméEs et des exploitéEs.

En quelques mots, comment peut-on résumer la conception libertaire du pou-

voir? Essentiellement, on y retrouve les concepts d'égalité, de liberté et de solidarité qui sont chers aux anarchistes. Le pouvoir, tel que l'entendent les anarchistes, doit être exercé le plus directement possible, de la façon la plus libre et démocratique qui soit. Pour y arriver, diverses modalités ont été développées, comme par exemple la participation de toutes les personnes concernées par un problème donné à la prise de décision et la mise en oeuvre de solutions, le refus de déléguer sans mandats clairs, l'importance accordée à la révocabilité de tous les déléguéEs, etc. Mais au delà des questions politiques, les anarchistes estiment qu'il faut également considérer la démocratisation du pouvoir au niveau culturel et économique, notamment par la transmission et le partage des savoir-faire et la socialisation des moyens de production et d'échange. En d'autres termes, le pouvoir compris dans un sens libertaire ne s'exerce plus " malgré nous " ou " sur nous ", mais devient la capacité collective de parvenir à une société plus libre, plus égale et plus juste.

Deuxième considération :
une alternative à la prise du pouvoir

Une révolution libertaire ne sera pas l'oeuvre d'un parti ou d'une organisation, mais bien celle de notre classe. Les changements nécessaires pour arriver à ce résultat ne pourront commencer après la révolution, comme le pensent les socialistes autoritaires. Ils doivent débuter dès maintenant en " développant des formes de lutte ne se condamnant pas à produire des modèles de société éliminant la dynamique libertaire ". L'émancipation est un processus qui doit s'alimenter à même nos pratiques quotidiennes, ici et maintenant. C'est parce qu'ils sont en mesure de développer une puissance de classe capable de changer la société de bas en haut que les contre-pouvoirs occupent une place centrale dans la stratégie révolutionnaire anarchiste. Pour les anarchistes, il ne s'agit pas tant de "prendre le pouvoir" que de l'exercer, collectivement, en tant que classe. La question de la stratégie révolutionnaire pose énormément de questions, à commencer par celle-ci: à défaut de vouloir prendre le pouvoir, comment envisager de faire la révolution?

Notre alternative à la "prise du pouvoir" consiste à multiplier les contre-pouvoirs sociaux et politiques. Des embryons de contre-pouvoirs existent déjà à l'heure actuelle, ce sont les mouvements sociaux: syndicats, groupes populaires, groupes de femmes, associations étudiantes, groupes écologistes, etc. Même si elles sont trop souvent dépourvues de toute perspectives subversives, ces organisations exercent déjà un rôle de contre-poids social. On le voit bien

sont des enjeux de lutte permanents souvent repris par les organisations syndicales qui y sont implantées).

Les institutions même, l'Etat, le droit, portent contradictoirement les traces de luttes démocratiques et des aspirations il la justice sociale.

En d'autres termes la société est déjà travaillée par la contradiction entre pouvoirs et contre-pouvoir, société et contre-société, règles dominantes et exigences démocratiques et sociales.

Conquête et contre-pouvoir

C'est dans ce champ de bataille qu'est le capitalisme que nous proposons d'intervenir afin de faire grandir dans le système des pratiques sociales et politiques associant des pans entiers de la population contre le capitalisme et l'étatisme.

Ce sera quand des millions de gens commenceront à conquérir consciemment des secteurs de pouvoir collectif ; quand ils imposeront à nouveau concrètement des changements, que la perspective d'une rupture globale, du passage d'une société à une autre, pourra redevenir crédible à leurs yeux.

C'est ce que nous nommons une stratégie de transformation de la société fondée sur la reconquête et le contre-pouvoir :

- Multiplier les espaces de contre-pouvoir : Assemblées de citoyens, assemblées de travailleurs.

- Mener les luttes autour de projets alternatifs, qui proposent des transformations profondes, opposées aux logiques du profit et du centralisme : contre-plans élaborés avec les salariés, projets alternatifs dans l'Éducation, etc.

- Dans les entreprises, poser la question même du pouvoir et de la finalité du travail. Imposer des droits nouveaux.

- Favoriser le développement d'un vaste secteur alternatif autogéré.

- Se battre pour une transformation radicale des services publics.

Cet ultragauchisme colore encore les orientations d'organisations comme Lutte ouvrière ou l'OCL. Dans les faits, il conduit soit au double langage (on a un discours très " dur ", et dans le quotidien, " on s'arrange ") soit à l'incapacité à peser dans les luttes et dans la société ; avec, à la clé, l'isolement et le découragement. Une orientation ultragauchiste coupe les militants politiques de leurs secteurs d'intervention, et y compris des éléments les plus combatifs.

L'ultragauchisme détruit les possibilités d'aller vers une révolution parce qu'il suit un cheminement purement idéaliste.

Nous affirmons au contraire que le capitalisme n'est pas une société homogène mais une société complexe, sous domination, mais parcourue de conflits incessants. Les luttes n'ont pas cessé d'imposer des compromis aux classes dirigeantes. La société dans laquelle nous vivons n'est pas seulement le produit de décisions unilatérales venues d'en haut. C'est aussi le fruit de la lutte des classes, des luttes contre les oppressions, des luttes d'idées, des chocs de pratiques sociales, culturelles, politique opposées.

Ainsi dans l'entreprise, le droit du travail, la représentation syndicale, sont des concessions arrachées par les travailleurs ; de même, le droit à la contraception, à l'avortement, sont des acquis importants face à l'idéologie d'ordre moral.

A chaque fois, ces acquis ont un caractère double : à l'origine conquête des dominés, il devient un instrument de régulation pour les classes dominantes. Mais le deuxième caractère ne doit ni faire oublier le premier, ni en minorer l'importance.

Dans la production, et donc dans la société, qui est dominée par la sphère de la production, le pouvoir est évidemment détenu par les classes dirigeantes et nous le contestons radicalement. Mais il y a le contre-poids des travailleurs, leur résistance permanente, leur force de contestation. Dans l'économie, il n'y a pas seulement des secteurs capitalistes. Des pans entiers des activités humaines échappent, au moins en partie, à la seule toi du profil, même si celle-ci est largement dominante. Il ne s'agit pas ici de magnifier le secteur social ou les activités associatives. Mais ces secteurs échappent bien en partie aux règles dominantes. Et ils concernent des milliers d'hommes et de femmes (ceci dit, la défense de leur objet principal, et surtout la manière de gérer ce secteur,

depuis deux ans: qui fait l'analyse des politiques libérales? Qui s'oppose concrètement aux mesures gouvernementales? Qui a fait reculer le gouvernement dans plusieurs dossiers "chauds"? Ce sont les mouvements sociaux. Les partis politiques, même "l'opposition officielle", ont eu un rôle tout à fait mineur dans ces revirements.

Au lieu de miser sur la construction d'une organisation politique qui pourra "représenter" les mouvements sociaux dans la sphère politique, nous favorisons plutôt la transformation des dits mouvements en contre-pouvoirs. Nous ne voyons pas pourquoi les mouvements sociaux auraient besoin de créer des partis pour "faire de la politique" puisqu'ils en font déjà. Il s'agit plutôt de construire des mouvements si forts qu'ils pourront imposer leurs revendications et contrer tout recul voulu par l'élite. Mais la combativité seule ne suffit pas : les contre-pouvoirs doivent aussi être en mesure de se poser en alternative crédible, capable de prendre le relais en cas de crise majeure et d'exercer directement le pouvoir. Voilà l'essentiel de notre stratégie révolutionnaire: construire des mouvements sociaux capables de mener la lutte de classe et, ultimement, d'abolir directement la société bourgeoise.

Une transformation libertaire de la société implique l'instauration de l'autogestion généralisée et de la démocratie directe à tous les niveaux. Or, l'autogestion ne peut pas se décréter d'en haut, par un parti. La destruction de l'économie marchande et son remplacement par une économie communiste n'est envisageable que si les gens sont déjà organisés sur les lieux de travail, s'ils ont déjà commencé à "construire la société de demain dans celle d'aujourd'hui" via leurs organisations de masse. La même chose vaut pour la destruction du pouvoir techno-bureaucratique (qui décide d'en haut l'aménagement du territoire et du développement économique dans les quartiers, les villes et les campagnes) et son remplacement par la démocratie directe. En fait, cela vaut pour toutes les sphères de la vie en société. Un parti s'organise toujours sur une base idéologique, un phénomène qui carbure à l'exclusion, ce qui le disqualifie d'emblée pour la coordination de la vie sociale à laquelle tous et toutes doivent pouvoir participer, d'où l'importance de la construction de contre-pouvoirs inclusifs dont le seul critère d'adhésion soit l'appartenance sociale.

Indépendamment de la transformation révolutionnaire de la société, nous sommes également convaincuEs que la stratégie des contre-pouvoirs est la plus efficace pour mener la lutte de classe. Le pouvoir de l'élite repose sur le capital et tout ce que le capital permet d'acheter. Nous sommes perdantEs d'a-

vance si nous nous opposons à l'élite sur le terrain de la politique officielle où le capital est essentiel. Notre propre pouvoir repose plutôt sur la force du nombre et sur le fait que nous avons le pouvoir de bouleverser considérablement la société en cessant simplement de "jouer le jeu". Notre pouvoir réel est dans les mouvements sociaux et leur potentiel de bouleversement. Mettre du temps et de l'énergie dans la construction d'un parti agissant en dehors de ces mouvements est une perte de temps. Mieux vaux l'utiliser dans la radicalisation et le renforcement de notre source de pouvoir.

Pour un front social des luttes de classe

Le saut qualitatif entre les mouvements sociaux d'aujourd'hui, avec tous leurs défauts, et les contre-pouvoirs que nous envisageons peut apparaître énorme. Et il l'est! Plus souvent qu'autrement, les mouvements contemporains sont non seulement timides et réformistes, mais ils sont de surcroît corporatistes, ce qui mine sévèrement la solidarité. L'expérience de la lutte elle-même (avec un peu d'agitation, quand même!) peut venir à bout des réflexes de timidité et de réformisme mais pour ce qui est du corporatisme, seule la rencontre d'autres acteurs en lutte, l'expérience de la solidarité, peut l'entamer. Aujourd'hui, la solidarité qui se vit entre les mouvements passe par en haut, par les bureaucraties des mouvements et ne se traduit que très rarement par une rencontre effective entre les gens en lutte, à la base. Or, c'est précisément ce type de rapport qu'il nous faut multiplier pour casser le corporatisme et favoriser le sentiment de mouvement d'ensemble, en d'autres mots la conscience de classe

De sa plus simple expression dans les comités de mobilisation plus ou moins autonomes à la base des organisations de masses (dans les groupes populaires, les syndicats, les associations étudiantes, etc.) à des expériences plus complexes comme les centres communautaires syndicaux, les comités de mobilisation régionaux ou les coalitions à la base, diverses pratiques émergentes en Amérique du nord favorisent le développement d'une nouvelle solidarité. Il s'agit d'encourager l'autonomie des mouvements, la participation directe des gens et les rencontres entre les luttes.

Marc-Aurel et Michel Nestor
Extrait du numéro 5 de la revue Ruptures

==========

CONQUÊTE ET CONTRE-POUVOIR: ETRE RÉVOLUTIONNAIRES AUJOURD'HUI

En prenant le parti des luttes sociales et du contre-pouvoir, nous affirmons clairement que des changements peuvent être imposés dans la société. Ce qui nous situe à la fois en contradiction avec la social-démocratie (pour laquelle les changements sont opérés par les partis de gauche depuis les institutions) et avec l'ultragauche (" rien ne peut être obtenu dans le système capitaliste ").

Rupture avec l'ultragauchisme

Le refus de prendra en compte les avancées possibles au sein du capitalisme n'est pas seulement l'apanage de quelques petites sectes. C'est une attitude qui a longtemps pesé sur les diverses variantes de l'extrême gauche ; les rangs de notre propre courant n'ont pas été épargnés. Il s'agit dans ce cas de démontrer que rien n'est possible, rien n'est gagnable dans ce monde et que par conséquent " il faut faire la révolution " - car avec elle tout deviendra réalisable. En bonne logique on dénonce donc les revendications, forcément " réformistes " puisqu'elles visent à améliorer les conditions de vie ou de travail. On dénonce les luttes locales ou sectorielles, parce que c'est " tous ensemble " qu'il faut se battre. Les tentatives pour travailler et vivre autrement dès aujourd'hui, toutes les expériences alternatives, associatives, culturelles, sont indistinctement condamnées à périr étouffées ou à se confondre tôt ou tard avec le capitalisme ambiant.